



Centre for MEDIA,  
TECHNOLOGY  
and DEMOCRACY



PUBLIC POLICY FORUM  
FORUM DES POLITIQUES PUBLIQUES

## Notes de service sur les politiques

### Commission canadienne sur l'expression démocratique

Séance d'apprentissage 3 : Comment rendre la technologie numérique plus transparente quant à ses incidences, et la responsabilisation, envers les groupes historiquement marginalisés?

Jeudi 28 octobre 2021 | 13 h à 14 h 30 HE (UTC – 16 h)

Événement virtuel sur Zoom

#### Résumé de la séance

D'innombrables études ont démontré que les utilisateurs et les groupes historiquement marginalisés sont les plus susceptibles d'être victimes en ligne de discours haineux, d'abus et de violence (en ligne et hors ligne), et plus susceptibles de faire l'objet d'une surveillance illégale et de systèmes de prise de décisions discriminatoires. Ils sont aussi les mêmes utilisateurs et communautés à être souvent censurés à outrance par les politiques des plateformes. Les discours légitimes sur les mouvements de justice raciale par exemple, ont été largement censurés sur les plateformes populaires en ligne. Et parce que la suppression de contenu problématique et le sociomuselage - bannir ou rétrograder les utilisateurs - sont devenus des moyens rentables de traiter les préjugés en ligne et de répondre à la pression justifiée des gouvernements, nous nous retrouvons avec un manque de données sur le contenu qui peuvent aider le public et les chercheurs à comprendre et à atténuer le ciblage de groupes particuliers en ligne. En même temps, les groupes historiquement marginalisés sont depuis longtemps aux premières lignes de l'élaboration de politiques publiques et de mécanismes de responsabilisation pour la technologie numérique, mais sont souvent exclus des conversations avec les décideurs politiques et les acteurs du secteur privé sur la construction de systèmes numériques plus équitables.

#### Questions politiques :

Est-ce que le signalement des risques doit être obligatoire, et que devraient comprendre ces mécanismes de signalement? De quelle manière pouvons-nous renforcer les mécanismes de recours pour les personnes lésées par des systèmes discriminatoires ou une surveillance illégale? Est-ce que les entreprises de plateformes doivent être mandatées pour répondre aux besoins locaux et aux besoins des communautés locales dans lesquelles elles exploitent leurs activités? Est-ce que les entreprises qui vendent, transfèrent ou déploient des technologies de surveillance doivent être soumises à un examen indépendant?

## D<sup>re</sup> Seeta Peña Gangadharan

Fondatrice, projet Justice, Équité et Technologie

Co-fondatrice du projet *Our Data Bodies*

(Nos corps de données)

Professeure agrégée, Département des médias et des communications, London School of Economics and Political Science

La démocratie est de plus en plus un concept vague relativement à la technologie numérique. Bien qu'elle fût issue d'un discours de liberté, d'autonomie, de libération, d'ouverture, et de relations, la technologie numérique est maintenant associée à des idées de distorsion, d'exploitation et de coercition. En particulier, la demande croissante pour de nouvelles technologies numériques à forte intensité de données nuit non seulement aux plus marginalisés d'entre nous, mais aussi aux institutions publiques qui sont censées assurer la protection de la démocratie.

J'ai vu la nature coercitive de la technologie numérique dans mon travail avec *Our Data Bodies*, de même que dans le projet *Justice, Equity and Technology* (Justice, Équité et Technologie).<sup>1</sup> Les deux initiatives mettent l'accent sur les opinions et les perspectives de groupes marginalisés dans les débats sur la manière dont la technologie régit nos vies et interfère avec notre capacité à répondre à des besoins humains fondamentaux. Dans le cadre de *Our Data Bodies*, un projet qui s'est étalé sur plusieurs années, et ancré à Detroit, Charlotte et Los Angeles, notre travail dans les communautés a démontré des effets palpables et destructeurs selon lesquels des personnes qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts sont contraintes d'interagir avec des systèmes technologiques, et en particulier avec des services axés sur les données, qui promettent, mais qui en viennent à priver, la sécurité, la santé et l'appartenance des personnes marginalisées. Qu'il s'agisse de simples systèmes de base de données ou de systèmes plus sophistiqués qui évaluent la capacité des individus à recevoir un logement ou d'autres formes d'aide sociale, les personnes qui luttent pour s'en sortir rencontrent toutes sortes de problèmes. D'un côté, elles sont dans une large mesure, faussement représentées dans les systèmes. De l'autre, elles sont absentes ou exclues des systèmes. Souvent, elles ne disposent pas de moyens institutionnels efficaces de soutien pour collectiviser les préoccupations ou contester les décisions. Lorsque les personnes marginalisées font face à des systèmes axés sur les données dans leur recherche de différentes formes d'aide ou des possibilités (aide sociale, logement, emploi, permis de conduire), les décisions axées sur les données sont considérées comme définitives, scientifiques et objectives.

En fait, les nouvelles technologies axées sur les données causent des ravages dans les procédés institutionnels conçus pour éliminer la prise de décisions autoritaire. Il faut garder à l'esprit que la dépendance aux services axés sur les données — sous lesquels nous pouvons regrouper les services mentionnés ci-dessus, mais aussi des services plus généraux qui requièrent le développement agile de logiciels ou une infrastructure infonuagique — est en rapide expansion. La taille estimée de la sphère mondiale des données d'ici 2025 sera de 175 zettaoctets, une hausse de 33 zettaoctets depuis 2018<sup>2</sup>(un zettaoctet est égal à un billion de gigaoctets). Les institutions publiques ne sont pas différentes. De contrats controversés et de grande notoriété du département de la Défense des États-Unis,<sup>3</sup> à l'approvisionnement local moins connu de services infonuagiques optimisés et axés sur les données, les institutions publiques qui dépendent d'une nouvelle infrastructure informatique cèdent le contrôle et l'expertise à des entités privées.

---

<sup>1</sup> Voir <https://www.odbproject.org> et <https://www.lse.ac.uk/justice-equity-technology>.

<sup>2</sup> Ang, C. (2020, July 13). *Charting the Massive Scale of the Digital Cloud*. *Visual Capitalist*.  
<https://www.visualcapitalist.com/massive-scale-of-cloud/>

<sup>3</sup> CNN, E. K. and Z. C. (n.d.). *Pentagon cancels \$10 billion cloud contract given to Microsoft over Amazon*. CNN.  
Consulté le 28 octobre 2021 sur <https://www.cnn.com/2021/07/06/tech/defense-department-cancels-jedi-contract-amazon-microsoft/index.html>

Entre les contrôles en matière de propriété intellectuelle, la nature de la boîte noire des services optimisés et agiles, et le puissant pouvoir de lobbying des entreprises de technologie,<sup>4</sup> les institutions démocratiques ont de la difficulté à rester à l'affût, à examiner en profondeur et à gérer les services axés sur les données qui dictent de plus en plus le bien-être des gens.

Tourner notre attention sur les acteurs qui contrôlent et coordonnent notre infrastructure informatique est de la plus grande importance. Nous ne pouvons pas nous permettre de mettre l'accent uniquement sur les enjeux de biais —que ce soit dans la conception technologique ou l'emploi dans l'industrie, ou sur les distorsions ou les erreurs dans les systèmes technologiques. Nous ne pouvons pas nous permettre de mettre l'accent uniquement sur les entreprises de plateformes. Le pouvoir de l'infrastructure informatique est beaucoup plus grand que tout cela. L'enjeu est la capacité des gens à contester, voire défaire, les décisions qui touchent leur vie et la base de la démocratie de manière plus générale.

---

<sup>4</sup> Balayne, A., & Gürses, S. (n.d.). *Beyond Debiasing: Regulating AI and its inequalities*. European Digital Rights Institute; Chung, J. (2021). *Big Tech, Big Cash: Washington's New Power Players*. Public Citizen. <https://www.citizen.org/article/big-tech-lobbying-update/>

## Laura Murphy<sup>5</sup>

Laura Murphy & Associates  
Vérificatrice principale pour Airbnb et  
Facebook  
Anciennement directrice, ACLU  
(American Civil Liberties Union)

J'ai effectué des audits des droits civils des plus grandes entreprises de technologie aux États-Unis dont l'impact est mondial. Le premier audit fut celui de Airbnb en 2016, et le deuxième, de Facebook qui s'est étalé de 2018 à 2020. Hier, un rapport que j'ai rédigé et intitulé *The rationale for and key elements of a business civil rights audit* a été publié.

Ce rapport traite de l'analyse de rentabilisation des audits des droits civils et décrit la manière dont ils devraient être effectués. Le rapport a reçu l'aval de plusieurs importantes organisations des droits civils aux États-Unis, de même que l'appui de la Fondation Ford.

La raison pour laquelle j'ai rédigé ce rapport est précisément aux fins de cette séance. Les entreprises et les parties prenantes doivent confronter les défis découlant du racisme systémique et d'autres formes structurelles de discrimination en identifiant les vrais problèmes et en mettant en œuvre des solutions soigneusement élaborées. Les communautés marginalisées veulent plus que la mention « Black Lives Matter » sur le logo d'une entreprise ou sur ses contributions caritatives. Elles veulent que les entreprises mettent fin aux torts et à la discrimination contre leurs clients et leurs communautés.

Alors, en quoi consiste un audit des droits civils? Un audit des droits civils est une analyse indépendante menée par des firmes ayant une expertise dans les droits civils qui évaluent des organisations, des entreprises, des politiques, des pratiques, des produits et des services, afin d'établir si ces entreprises ont un effet discriminatoire sur les personnes qui ont historiquement fait l'objet de discrimination.

Au terme d'une évaluation initiale, les vérificateurs travaillent avec l'entreprise pour publier un rapport public qui fournit un plan directeur pour des résultats équitables, correctifs et proactifs. Les vérificateurs aideront également à assurer que les structures sont en place pour mettre en œuvre les changements en matière de droits civils et prévenir de futures atteintes aux droits civils.

Maintenant, dans le cas de Facebook, bien entendu, nous n'avons même pas été près de résoudre tous les problèmes de droits civils sur la plateforme. (Un article sur mon rapport et les problèmes actuels de Facebook ont été publiés dans le Washington Post aujourd'hui). Mais nous avons installé une structure chez Facebook, laquelle est un service des droits civils, composé de près d'une douzaine d'employés qui font le suivi des recommandations que j'ai indiquées dans mon audit.

Les entreprises, surtout les grandes sociétés de technologies, exercent une énorme influence sur l'information et les ressources dont nous avons tous besoin pour survivre et prospérer dans nos démocraties et nos économies.

Les entreprises sont essentielles à la société américaine. Elles comptent pour plus des deux tiers de notre PIB, offrent des emplois, des produits et des services, paient des impôts, influencent la santé

économique et sociale des communautés, petites et grandes, et ont un impact considérable sur notre discours politique.

---

<sup>5</sup> Les commentaires verbaux ont été modifiés aux fins de clarté et de longueur.

Elles ont un impact sur la façon dont nous recevons l'information, où nous vivons, où nous travaillons, si nous disposons ou non de ressources pour démarrer des entreprises et sur les possibilités d'apprendre. De plus, les entreprises ont la responsabilité de comprendre et d'aborder leur impact en matière de droits civils dans les limites de leurs propres activités et dans leurs communautés immédiates, et dans la société.

Aux États-Unis, les enjeux les plus prédominants d'un point de vue des droits civils sont ceux liés au racisme. Le besoin de combattre la discrimination à l'échelle des identités interconnectées est crucial. Cela comprend d'autres caractéristiques, dont le genre, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, les incapacités, l'origine nationale, la religion et l'âge, entre autres.

En s'engageant dans un audit des droits civils, une entreprise de technologie, par exemple, aborderait les types de préoccupations suivantes. Par exemple, un audit pourrait dévoiler la manière dont les entreprises qui utilisent les logiciels d'intelligence artificielle, qui sont construits à l'aide d'algorithmes, font de la discrimination contre les musulmans ou autres minorités religieuses sur les plateformes de médias sociaux. Ou la promotion de produits de reconnaissance faciale dangereusement imprécis auprès d'organismes d'application des lois. Un autre domaine est la vente de technologie de surveillance visant à suivre les activistes pour la justice raciale ou pour d'autres questions politiques.

Il s'agit de quelques exemples de politiques, de produits, de pratiques et de services qui ne sont pas habituellement couverts par des fonctions de diversité et d'inclusion au sein d'une entreprise, mais qui doivent être abordés pour réduire la discrimination structurelle. Les entreprises doivent prendre avec plus de sérieux l'impact humain de leurs pratiques commerciales et de leurs produits.

Les vérificateurs ne sont pas un remède miracle pour les droits civils. Ils ne corrigent pas les entreprises dont la base repose sur un modèle d'entreprise qui relève de l'exploitation, par exemple, mais ils auront un impact concret pour les personnes qui sont les plus lésées par ces entreprises. Ils sont une étape importante vers la transparence qui est demandée par les organismes de réglementation, les législateurs et le public.

# Le motif et les éléments principaux d'un audit des droits civils des entreprises

---





# Le motif et les éléments principaux d'un audit des droits civils des entreprises

---

*Par Laura W. Murphy*



**FORDFOUNDATION**

(Rapport disponible en anglais uniquement)

Ce rapport a reçu l'aval de The Leadership Conference on Civil and Human Rights et a été rendu possible par le soutien financier de la Fondation Ford.

Les renseignements présentés dans ce rapport ont été préparés à partir de données et de sources qui selon l'autrice, sont fiables. Tous les efforts ont été déployés pour attribuer correctement les sources pertinentes. Les opinions exprimées et les faits indiqués dans le présent document peuvent être révisés sans préavis. Les renseignements dans ce rapport ne doivent pas être considérés comme des conseils en investissement concernant tout titre, entreprise, industrie, fonds ou proposition d'un actionnaire en particulier.

## Principales recommandations du rapport :

Les audits des droits civils doivent :

- 1 Avoir le soutien et pouvoir compter sur la participation active des cadres supérieurs, y compris du chef de la direction et du conseil d'administration.
- 2 Être fondés sur la loi américaine sur les droits civils, et mettre l'accent sur la race, le genre et les autres catégories protégées.
- 3 Avoir un but établi dans une entreprise et être basés sur une compréhension commune de la raison pour laquelle ils sont effectués.
- 4
- 5 Être dirigés par une personne ou une firme indépendante possédant une vaste expertise dans les droits civils et la justice raciale, et les ressources adéquates pour effectuer le travail.
- 5 Identifier les divers défis externes et internes auxquels l'entreprise fait face.
- 6 Avoir le soutien d'une équipe de cadres supérieurs et de membres du personnel qui assureront que le vérificateur a accès aux politiques, pratiques, produits et services de l'entreprise tout au long de l'examen pour évaluer leur impact discriminatoire potentiel.
- 7 Donner lieu à un plan d'action clair.
- 8 Exposer publiquement les résultats dans un rapport qui énonce les préoccupations en matière de droits civils et aborde les domaines où l'entreprise a pris ou prendra des mesures.
- 9 Avoir un échéancier bien défini.
- 10 Favoriser les consultations avec les parties prenantes tout au long du processus, y compris des défenseurs et des organisations des droits civils.

